



**LES PROBLEMES DE
SECURITE DE LA
LETONIE, L'ESTONIE ET LA
LITUANIE DANS LE
CONTEXTE DE
L'ELARGISSEMENT L'OTAN.**

Mémoire de géopolitique

du Commandant Raimonds Nitiss

dans le cadre de l'étude dirigée

« Les fondements de la politique étrangère des États-Unis »

Directeur : Mme Denise ARTAUD
du CNRS

mars 2001

Titre : Les problèmes de sécurité de la Lettonie, l'Estonie et la Lituanie dans le contexte de l'élargissement l'OTAN.

CDT (terre) Raimonds Nitiss de Lettonie

Date de rédaction : 15 mars 2001

Division D

Nature du travail : Mémoire de géopolitique

Synthèse du document : Après de l'indépendance des pays Baltes la question de la sécurité et de la défense se posait. C'est une question vitale pour les pays nouveaux parce qu'elle est très liée à leur avenir et à leur développement. L'OTAN est une garantie de sécurité primordiale pour les pays Baltes. Dans ce contexte, la position des Etats – Unis en tant que décideurs n'en est que plus importante. Les processus décisionnels sur l'élargissement de l'OTAN sont dépendants de beaucoup de facteurs tels que l'opinion publique, le Congrès, et l'administration du Président..

Mots clés : les pays Baltes, politique de défense, États-Unis, politique de sécurité, l'élargissement de l'OTAN.

Sommaire.

Partie 1 :

La situation de défense dans la région Baltique

Analyse géographique et géopolitique de la région

Les modèles possibles de la politique de défense

Partie 2 :

La politique étrangère des Etats – Unis et l'élargissement de l'OTAN

La processus décisionnelle dans le Congrès américains

L'appui et la valeur de l'opinion publique

Le regard américains sur la défense collective

Table des Matières

| | |
|--|----|
| INTRODUCTION. | 1 |
| 1.La situation de défense dans la région Baltique. | 4 |
| 1.1.La Lettonie – point de vue sur le problème de sécurité. | 5 |
| 1.2.L’Estonie – opinions sur l’élargissement de l’OTAN. | 13 |
| 1.3.La Lituanie et la sécurité commune. | 14 |
| 2.La politique étrangère des Etats – Unis et l’élargissement de l’OTAN. | 17 |
| 2 .1 . L’opinion publique américaine et l’élargissement de l’alliance atlantique. | 17 |
| 2.2.Le Congrès va-t-il appuyer l’admission de nouveaux membres ?..... | 19 |
| 2.2.1.La réflexion sur une défense collective et une sécurité collective. | 25 |
| 2.2.2.Le partage du fardeau..... | 26 |
| 2.2.3.La prochaine étape de l’élargissement ? | 28 |
| CONCLUSION. | 30 |

INTRODUCTION.

L'adjonction des pays baltes à l'OTAN « pourrait être terminée pour 2005 »
Zbigniew Brzezinski, 1997.¹

C'est un rêve impossible-la véritable ouverture « la porte ouverte »de l'OTAN.
Aivars Strenga, 1997.²

Les pays baltes sont des pays relativement petits avec des ressources humaines et naturelles limitées. Mais ils se trouvent à un endroit géographiquement stratégique, c'est un des avantages pour ces pays. Ils se trouvent au Nord-Est de l'Europe, ils ont une frontière de centaines de kilomètres avec la Russie et la Biélorussie qui inclut les pays baltes dans la zone d'intérêt de ces pays.

En construisant leur politique de sécurité et de défense, les pays baltes doivent tenir compte de leur situation géopolitique, apprécier les facteurs des menaces potentielles et les perspectives des relations internationales. L'expérience historique et la nouvelle politique internationale de sécurité permettent aux pays baltes de construire leur sécurité non seulement en Europe du nord mais plus largement – dans l'UE et l'OTAN.

Après la disparition de l'affrontement entre l'ouest et l'est en politique internationale se créent les nouvelles conditions d'une sécurité et d'une stabilité en Europe. Les relations de l'Europe avec les Etats Unis et la Russie, ainsi que les relations avec l'OTAN et l'UE forment les conditions d'une nouvelle sécurité en Europe.

Désormais ont lieu parallèlement les processus d'élargissement des structures de l'UE et de l'OTAN, auxquelles les pays baltes participent activement.

En suivant les décisions des ministres des Affaires étrangères des pays membres de l'OTAN en 1994, en 1995 a commencé une prospective concernant une vague

¹ Zbigniew Brzezinski « The Grand Chessboard. American Primacy and its Geostrategic Imperatives », Basic Books 1997, 84.pg

² « Small State in a Turbulent Environnement : The Baltic Perspective. » Edited by Atis Lejins and Zaneta Ozolina. Latvijas Arpolitikas instituts, 1997,221 pg.

d'élargissement de l'OTAN, le problème étant de savoir « quand et comment ». Dans cette recherche on conclut qu'après la guerre froide et la disparition du pacte de Varsovie existe la nécessité et la possibilité unique, de former une architecture de défense dans l'espace euroatlantique. L'élargissement n'est pas une source de menace, l'OTAN c'est une alliance de défense et de sécurité, avec le but d'instaurer la paix dans tout l'espace euroatlantique et garantir la sécurité à tous ses membres.¹

Après l'indépendance les pays baltes se trouvaient devant un choix, pour résoudre leur problème de sécurité et à long terme assurer leur souveraineté. Pour cela, ils voyaient seulement une possibilité – faire partie de l'OTAN.

Sur la question de savoir pourquoi les pays baltes veulent entrer dans l'OTAN on peut donner la réponse suivante : les pays baltes veulent entrer dans l'OTAN pour la même raison que les pays membres de l'OTAN veulent y rester après la guerre froide. En plus ils se sentent en danger à cause de leur situation géographique et stratégique.

Le droit pour les pays baltes à être membres de l'OTAN s'appuie sur la volonté d'appartenir à l'ensemble des pays auxquels les unirent les valeurs culturelles historiques. Cependant la volonté des pays baltes est tournée vers la stabilité et la défense.²

Les pays baltes ne veulent pas être seulement des consommateurs mais aussi donner leur investissement à la consolidation de la sécurité et la stabilité pour les pays baltes et toute l'Europe. Ils le font déjà dans les missions IFOR, SFOR et KFOR. Mais premièrement ils veulent être dans une position claire et stable, pour ne plus être dans une zone grise.

De plus se pose la question de savoir si les pays baltes pourront surmonter les difficultés posées par les obstacles de leur situation géopolitique et le point de vue opposé de la Russie sur la question de l'élargissement de l'OTAN.

Malgré les témoignages selon lesquels l'alliance est une organisation ouverte pour tous les candidats, à l'Ouest il existe beaucoup d'arguments contre l'élargissement de l'OTAN aux pays baltes. Quels sont ces arguments ? Les pays baltes ne sont pas prêts, leur admission surchargera l'OTAN, ils ne sont pas menacés, la participation à l'UE est plus importante. Néanmoins la crainte majeure est que l'admission des pays baltes dans l'OTAN peut influencer négativement sur les processus de réformes en cours en Russie.

Dans le processus d'élargissement de l'OTAN les Etats Unis jouent un rôle très important bien que toutes les décisions dans l'OTAN soient prises ensemble. Donc les 19

¹ « L'information de l'OTAN », NATO Office of Information and, Latvian- 4.pg

² Gansels, D. « Starp bailēm un cerībām. Par Baltijas valstu drošību », Eiropas Drošība 98/11 – 50.pg

membres doivent accepter la décision d'inviter de nouveaux pays dans l'alliance. Mais l'expérience montre que sans l'appui des Etats Unis aborder cette question est très difficile.

On a certains exemples qui montrent l'influence les Etats Unis dans les questions importantes. Il y avait plusieurs pays qui voulaient voir dans la première vague d'élargissement la Roumanie ou la Slovénie, mais avant la rencontre à Madrid les Etats Unis déclaraient que la République Tchèque, la Pologne et la Hongrie seraient admises. Autre exemple, quand avant la réunion de Washington en avril 1999 le président Clinton a déclaré que la vague d'admission suivante aurait lieu en 2002. Cela témoignait du point de vue influent des USA sur la question de l'élargissement.

Il faut se souvenir aussi que le programme Partenariat pour la paix (PPP) était accepté par les pays membres de l'OTAN en janvier 1994 après l'initiative des Etats Unis.

Dans cette étude nous allons suivre les deux opinions, le point de vue sur la problème d'élargissement des deux côtés. Premièrement du côté des pays baltes. Ensuite nous étudierons les différentes opinions sur ce problème aux Etats Unis, l'opinion publique et le processus décisionnel au sénat et au Congrès américains.

Cela nous montrera que cette question est ouverte sur beaucoup de problèmes et de facteurs qui peuvent influencer sur une décision politique.

1. La situation de défense dans la région Baltique.

L'élargissement de l'OTAN est un problème très actuel qui intéresse aussi les Pays baltes. La Lettonie, l'Estonie et la Lituanie sont considérés comme de petits pays. Depuis la fin du 19ème siècle, quelque cent pays, dont de nombreux de taille réduite, sont apparus sur la scène internationale..

Ces petits Pays sont devenus viables par leur système politique même si cette impression n'est pas toujours partagée sur la scène internationale.

Essayons de préciser la place des Pays Baltes et les occasions qui s'offrent à eux dans la famille des Etats du monde. Les experts de politique étrangère et les politiciens considèrent les Pays Baltes comme de petits pays. Les Petits Pays peuvent se partager en trois groupes :

1. D'après le critère quantitatif – les territoires, le nombre d'habitants, le PIB, les Forces Militaires, le niveau de développement en science et technologie.
2. En liaison avec ce critère sont aussi pris en compte les capacités générales de l'Etat, qui indiquent la faiblesse de l'Etat, dans différents domaines : Militaire – il ne peut pas se défendre seul, économique – il ne peut pas faire concurrence sur le marché mondial, politique – il ne peut pas exercer une influence sur les autres pays.
3. L'autonomie est aussi un critère d'analyse. C'est la capacité d'un Etat à influencer les autres pays.

Les pays baltes comme l'Estonie et la Lituanie sont des petits pays sous plusieurs aspects: notamment pour ce qui concerne l'effectif des habitants, le territoire, le PIB, le potentiel militaire et le potentiel de sciences et techniques. D'autre part les pays baltes se trouvent à côté de pays à fort potentiel, comme la Russie, dont ils sont dépendants et pour qui elle constitue une menace potentielle.

« Concernant les critères d'analyse de la force et du pouvoir, le monde est une lutte entre les forces politiques et la conduite des Etats dans le système international dépend de deux choses – l'importance du pouvoir par rapport à d'autres pays et les visées éventuelles des autres pays sur eux ».¹

D'après cette théorie, les petits pays ont seulement trois possibilités pour obtenir une certaine sécurité :

¹ Stammers, G. « Latvijas pasaules politika : iespejas un ierobežojumi », LAI, Riga 1995-61pp

- Pactiser avec une grande puissance,
- compter sur l'équilibre des forces entre les grandes puissances,
- Entretenir la neutralité, si les grandes puissances ne menacent pas le petit pays.

1.1.La Lettonie – point de vue sur le problème de sécurité.

Il convient d'analyser aussi quelques autres facteurs, qui compliquent les possibilités pour la Lettonie d'assurer sa place dans les structures de sécurité européenne et mondiale.

Premièrement existe un facteur structurel. Le système international a une structure concrète, qui définit généralement la position des pays et les possibilités de changer les actions. Les grands et les petits pays sont dépendants de cette structure et de ces processus fonctionnels. Pourtant seulement les grands pays peuvent influencer réellement sur ces processus, par contre les moyens pour les petits pays sont très limités.¹

La latitude d'action des petits pays est limitée, et donc leur dépendance est élevée au plan international. La Lettonie ne peut pas beaucoup influencer le système. Ses résultats dans les Affaires étrangères et de défense sont dépendants généralement de points de vue d'autres pays.

Voici donc développées les restrictions(constraints) structurelles, qui constituent les racines des inégalités dans la hiérarchie des relations internationales (inequity).²

Désormais dans le monde a lieu un processus de changement, alors que les éléments du système international ne sont pas encore stables. Cette étape donne aux Pays baltes la possibilité d'occuper la place qui assurerait et rendrait irréversible leur indépendance.

Néanmoins des restrictions structurelles fonctionnent assez fortement aussi pendant cette période de transformation. C'est évident, si on regarde les tentatives de la Lettonie et des autres Pays baltes de s'intégrer dans le nouveau système de sécurité européen et mondial.³

Le facteur géopolitique est aussi à prendre en compte. La Lettonie, l'Estonie et la Lituanie ne sont pas seulement des petits pays, dont les possibilités d'influer sur le système

¹ Kelstrups,M. « Small states and European integration »,ed.I.Petersen,The Nordic Countries and the EC,1993

²Vayrynen,R. « Constraints and opportunities in the foreign policies of small states »,ed.B.Heurlin,Danmark og det Internationale System 1989

³ Ozolins,A. « Latvija pasaules politika :iespejas un ierobejojumi »,LAI,Riga – 19.pg

international est limité, mais ils se trouvent aussi à proximité d'un grand pays qui joue un rôle important dans ce système. Le voisinage crée la nécessité de contacts et d'actions réciproques, mais d'autre part cela augmente la possibilité de conflit.¹

Pour assurer une coexistence pacifique entre le petit et grand pays, il faut tenir compte des plusieurs facteurs. Un des facteurs les plus importants est quand le petit pays n'est pas intéressant pour le grand pays stratégiquement. Mais pour la Lettonie comme pour l'Estonie et la Lituanie ce facteur n'existe pas, parce que la Russie a déclaré plusieurs fois que la région Baltique est une région stratégiquement importante pour elle, et la considère comme dans sa zone d'intérêts vitaux. On peut considérer ce point de vue tantôt objectivement motivé tantôt d'une manière subjectivement tendancieuse. Mais ce qui est important, c'est que des facteurs comme l'accès à la mer Baltique, les ports qui ne gèlent jamais, la région de Kaliningrad, seront des points litigieux encore pour longtemps pour les politiciens russes.

Il y a encore un facteur, qui permet d'assurer un bon voisinage entre le petit pays et le grand pays à savoir la stabilité démocratique de leur régime. Un système démocratique dans un grand pays est plus important, parce que cette démocratie aura plus de poids pour permettre à deux pays de voir leurs intérêts converger ou entrer en conflit.

En Russie il n'y avait pas de tradition démocratique. Après l'indépendance en 1991 la Lettonie a commencé à créer un système et des traditions démocratiques. Par contre en Russie plusieurs partis politiques doutent de la nécessité de suivre une voie démocratique.

Entre la Lettonie et la Russie existe un fort contentieux historique. Le manque de clarté dans la question des frontières en est un résultat. C'est une question cruciale entre ces deux pays.

Après l'indépendance politique les changements positifs sont évidents. Premièrement on en a terminé avec la dépendance envers ce grand voisin. En 1990 la Lettonie était très dépendante politiquement, économiquement et militairement de l'Union Soviétique et de la Russie. Plus de 90% du marché extérieur était lié à l'Est, la Lettonie n'avait aucune structure militaire et donc son ressort de politique extérieure était faible. En neuf ans on a réussi à supprimer cette dépendance de l'Est, à créer un système monétaire et changer les orientations du marché extérieur (vers l'UE 63% exp., 55,8 imp.), et à créer un corps diplomatique démocratique. De plus on a commencé à créer des forces armées efficaces.

¹ Ozolins, A. « Latvija pasaules politikā : iespejas un ierobežojumi », LAI, Rīga – 20 ; pg

Après l'indépendance la Lettonie se tourne vers l'Union Européenne, développe sa participation au le programme « Partenariat pour la paix ». Ainsi elle reçoit l'approbation et le soutien de la scène internationale. Cependant ses objectifs restent dépendants de la réalité géopolitique ce qui veut dire que ce petit pays continue de se trouver à côté du grand pays, et qu'entre eux continue d'exister cette longue histoire inamicale et inégale.

Considérons aussi les facteurs intérieurs, qui déterminent les possibilités du petit pays dans le système international. Premièrement les ressources économiques et militaires sont limitées, ce qui empêche de créer des forces armées efficaces, parce qu'une faible part de ces ressources peut être consacrée à la Défense. Même si le budget militaire de la Lettonie, atteint 2% de son PIB, il ne représente pas une très forte somme. Les petits pays, qui sont économiquement faibles, constituent ainsi des proies faciles.¹

La défense du pays est aussi dépendante d'une certaine homogénéité de sa politique intérieure. Il s'efforce ainsi de compenser la faiblesse de ses ressources économiques et de son dynamisme militaire en augmentant l'activité de sa politique extérieure.

Le petit pays est ainsi influencé par des facteurs structurels, géopolitiques, et internes, qui diminuent ses possibilités de politique extérieure. D'après M.Kelstrups, il existe quatre stratégies qu'un petit pays peut utiliser.²

Citons premièrement la politique isolationniste. Cette théorie se fonde sur la non-ingérence dans les questions de politique internationale, pour éviter d'attirer l'attention du grand pays. C'est l'essai du petit pays de « devenir invisible ». Les pays baltes ne peuvent pas choisir cette stratégie, parce que l'attention est toujours fixée sur eux.

La deuxième stratégie possible pourrait être d'adhérer au camp du vainqueur. Le petit pays consent alors à établir des relations politiques, économiques, militaires avec son grand voisin. Si la Lettonie choisissait cette stratégie, ce serait un suicide politique.

La troisième possibilité est la politique du balancier, qui augmente les possibilités de manœuvre. Ce qui signifie alliances temporaires, changements de partenaires etc. Mais cette stratégie est difficilement réalisable, parce que la Lettonie comme les autres pays baltes se trouve loin du centre de gravité du continent.. C'est impossible pour les pays baltes aussi à cause de l'expérience historique négative de ses relations avec la Russie.

¹ Ozolins,A. « Latvija pasaules politika :iespejas un ierobezojumi »,Lai,Riga 1995 – 21.pg

² Kelstrups,M. « Small states and European Integration »,ed.I.Petersen,The Nordic Countries and the EC 1993

La quatrième des stratégies que nous propose M. Kelstrupe, est une stratégie d'équilibre, le rattachement à une alliance. Le petit pays, confronté aux intérêts du grand pays, essaie de se joindre à l'alliance de pays forts, pour réaliser un contrepoids face aux intérêts des grands pays.

La Lettonie a choisi cette politique depuis 1991. Comme les autres pays baltes elle y voit la possibilité d'atteindre un niveau de sécurité suffisante, en s'intégrant dans les structures politiques, économiques et militaire de l'Ouest. Sans une intégration totale dans les structures de l'ouest, la Lettonie courra le risque de se trouver dans une zone de sécurité « grise » où elle restera seule. Et à cause de cela elle devra compter seulement sur son autodéfense, ce pourquoi elle n'est pas prête.

Il est aussi nécessaire de préciser exactement la portée du sens accordé au mot « défense ». C'est important, parce qu'après la guerre froide la compréhension du mot défense a changé.

L'Europe était divisée en deux parties différentes, signe de la compétition idéologique entre l'Est et l'Ouest, entre le pacte de Varsovie et l'OTAN.

La défense avait surtout une signification militaire pour laquelle les pays ont consenti de gros efforts.

A la fin des années quatre vingt se créait une nouvelle situation internationale, qui obligeait à revoir la notion de sécurité. Après la guerre froide les effectifs des forces armées étaient réduits, de même que les budgets militaires diminuaient. La menace militaire globale devenait moins brutale en Europe. A cause de ça la composante militaire a perdu son rôle principal dans la notion de sécurité.¹

Le point de vue sur la sécurité et la menace était révisé en 1991 à Rome. La nouvelle stratégie d'Alliance des pays de l'OTAN ne considère pas une menace d'attaque militaire globale comme un problème majeur.. La différence entre les facteurs de risque bouleverse la notion actuelle de prévention . Les facteurs de risque les plus importants dans le nouveau concept sont marqués par les problèmes économiques, politiques et sociaux, les problèmes ethniques et territoriaux que rencontrent plusieurs Etats d'Europe Centrale et d'Europe de l'Est. Bien que ces facteurs de risque ne menacent pas les pays l'OTAN directement, ils peuvent cependant créer des crises. L' Europe reste donc instable et la possibilité de conflits violents perdure . Donc la sécurité composée d'éléments politiques économiques, sociales et écologiques, et continue d'inclure la défense militaire.²

¹ Jundzis, T. « Latvijas drošība un aizsardzība », Jun da, Riga 1995 – 238.pg

² « NATO Basic Document », NATO Information Service, Brussels – 5.pg

Les intérêts de la Défense nationale sont définis dans la loi et ratifiés par le parlement de la Lettonie (Saeima) depuis le 5 mai 1994. Dans l'article N 1 est formulé la définition de la Sécurité nationale : « La sécurité nationale dans la République de Lettonie est l'ensemble des entreprises politiques, économiques, sociales, militaires et juridiques que réalise le pouvoir étatique, municipal, législatif pour renforcer le pouvoir constitutionnel, l'indépendance de l'Etat, le territoire, le potentiel économique, scientifique et militaire, la protection du secret d'Etat, la situation écologique et les autres intérêts vitaux de l'Etat contre les menaces extérieures et intérieures ».

Comme nous pouvons le voir, d'après cette formulation, les intérêts de la sécurité nationale ne sont pas seulement d'ordre militaire. La notion de Sécurité nationale n'inclut pas seulement les intérêts de l'Etat, mais aussi les intérêts des individus et des différents groupes de la société.¹

la sécurité matérielle est facile à définir. Par contre la sécurité des individus l'est moins parce que les facteurs qui incluent les notions comme la vie, la santé, la liberté, la prospérité sont plus compliqués.

La définition de la sécurité se compose des deux parties : la sécurité objective – être en sécurité et la sécurité subjective – se sentir en sécurité, ne pas avoir peur.

Dans l'esprit individuel, on découvre les cohérences et les contradictions entre la sécurité individuelle et la sécurité de l'Etat. L'Etat peut être pour les personnes soit une source de menace soit une source de sécurité, ça dépend de la position de l'Etat dans l'arène internationale. Les individus peuvent créer les causes, qui amènent l'Etat à intervenir dans le domaine de la sécurité.²

Il faut réduire la notion de sécurité en la limitant généralement à la conservation des potentiels économique, militaire, technique, écologique et bien sûr à l'indépendance du pays. Un point de vue commun sur la menace a été difficile à adopter en la matière suite aux changements rapides en Europe.

Nous savons seulement, que d'après la validation de la nouvelle conception stratégique de l'OTAN, plusieurs scientifiques ont remplacés la notion de menace par celle de facteur de risque, soulignant que cette notion couvre le problème de la sécurité de manière plus large.³

¹ Jundzis, T. « Latvijas drošība un aizsardzība », Junda, Rīga 1995 – 240. pg

² Buzan, B « People, States and Fear », Harvester Wheatsheaf, New York... 1992 – 35. – 36. pg

³ « Nelielo valstu militāras problēmas », -28 – 29. pg

Pour la Lettonie le but de la politique de sécurité est de garantir les intérêts nationaux et les valeurs telles que l'indépendance du pays, l'intégrité territoriale, la langue, l'identité nationale, les droits de l'homme, la démocratie parlementaire, les intérêts individuels et les intérêts de la société.

Les facteurs de sécurité pour la Lettonie sont :

- La situation géographique ;
- La situation politique ;
- L'état économique ;
- Les relations avec les autres pays ;
- La situation écologique ;
- La capacité de défense militaire.

D'après ces différents facteurs nous déduisons les facteurs de risque suivants : l'instabilité économique, la faiblesse des capacités de production, celle du niveau de revenus, tous ces facteurs créant une instabilité sociale et un haut niveau de criminalité.

L'ancien président de la Lettonie Guntis Ulmanis dans son discours à l'Académie Nationale de Défense en 1998 soulignait que pour la Lettonie la possibilité de neutralité dans le contexte de sécurité actuel et vue la situation géopolitique du pays n'était pas sérieuse. « Dans le cas de la Lettonie la neutralité est impossible pas seulement parce qu'on ne peut pas comparer la Lettonie avec la Suisse ou avec la Suède, mais aussi parce que les facteurs qui peuvent créer les circonstances de la neutralité ont disparu après la guerre froide. En plus ce modèle de politique étrangère ne pourrait pas résoudre les problèmes qui viennent de nouveaux facteurs de menaces transnationales ».

Ainsi, en matière de sécurité, les Pays baltes fondent leur avenir sur l'OTAN. Les mesures majeures dans cette direction sont le programme « PPP » et le développement de relations régionales entre les Pays baltes. L'histoire nous démontre que l'intégration à l'Europe et la présence des Etats Unis en l'Europe sont les facteurs majeurs qui garantissent la sécurité et stabilité sur le continent. La Russie aussi proposait des garanties de sécurité aux Pays baltes. Cependant la Russie ne peut pas proposer un programme de sécurité assez large, les Pays baltes entendent cette proposition comme une garantie de sécurité étroite inacceptable. En plus la Russie pour les Pays baltes est un pays dont la manière d'agir est difficile à prévoir : pour cette raison il faut s'engager dans une organisation de

sécurité. Le 10 novembre 1997 à Palanga (Lituanie) les trois présidents des Pays Baltes se rencontraient pour discuter d'une proposition de garanties de sécurité avancée par la Russie. Les Présidents refusaient cette proposition. Dans le communiqué on a dit que les Pays Baltes veulent entretenir des relations avec la Russie, mais ils ne veulent pas d'un traité de sécurité. L'UE et l'OTAN sont les seules organisations qui peuvent offrir une sécurité suffisante.¹

Pour mieux comprendre la situation de sécurité actuelle, il faut rappeler le but de la politique de sécurité de la Lettonie qui inclut la préservation de l'indépendance du pays, son intégrité territoriale et le développement de sa démocratie parlementaire.

La Lettonie considère que sa sécurité est possible en stabilisant la situation intérieure, en développant des forces armées efficaces et peu nombreuses (10 000 H), le plus vite possible, en rejoignant tous les systèmes de sécurité de l'Ouest, OTAN compris. Aujourd'hui la fondation de base pour le pays, dans le contexte de la sécurité actuelle, est son acceptation internationale, son évolution économique, sa stabilité sociale. Le but de la Lettonie est donc de rejoindre graduellement le système économique de l'UE de même que la construction d'un système stable dans les domaines de la sécurité sociale et des structures judiciaires.

« A la fin de ce siècle la notion de sécurité inclut des facteurs du risque pas seulement pour la société locale mais pour les structures plus larges auxquelles la Lettonie se joindrait par ses relations économiques, politiques et judiciaires ».²

La Russie jusqu'ici utilisait et continue d'utiliser des moyens différents pour persuader les alliés et l'OTAN qu'un élargissement pourrait créer beaucoup de problèmes. On peut comprendre ce point de vue parce que la base de ce problème se trouve dans les domaines économique et politico-militaire. A cause de l'élargissement de l'OTAN la Russie peut perdre beaucoup de ses marchés d'armement. En plus l'évolution intérieure de la Russie exerce une influence sur sa politique extérieure.

Maintenant la Lettonie se trouve dans les intérêts géopolitiques d'un seul pays – la Russie. L'intérêt géopolitique dans la Baltique n'existe pas pour les autres grandes puissances. Malheureusement c'est un facteur négatif. La Russie s'oppose à l'intégration des Pays Baltes dans l'OTAN, parce que seule l'OTAN peut empêcher la Russie de réaliser ses intérêts géopolitiques et stratégiques dans la région de la mer Baltique. Les

¹ Apinis, P. « Pec Madrides un Amsterdamas : Baltijas drošības konsolidācijas aspekti », LAI, Rīga, 1998 – 113. pg

² Birkavs, V. « Pec Madrides un Amsterdamas ; Baltijas drošības konsolidācijas aspekti », LAI, Rīga 1998 – 116. pg

Etats Nordiques eux sont favorables à ce que les Etats baltes soient entre eux. Les Etats Unis tiennent à ce que l'indépendance du pays baltes diminue l'influence la Russie dans cette région. En soutenant et consolidant les pays baltes, les Etats Unis fortifient leur position dans cette région d'Europe.

Dans les intérêts géopolitiques de la Russie la Lettonie, comme la Lituanie et l'Estonie, figure comme un Etat faible.

«La Lettonie n'est pas seulement un Etat petit mais aussi un Etat faible. C'est une des marques de la Lettonie. Cette marque n'est pas très géopolitique, mais elle sert les intérêts géopolitiques de la Russie et freine la Lettonie dans son intégration aux structures économiques et politiques européennes. »¹

La Lettonie montre aussi une certaine faiblesse interne.

Dans ce domaine la Lettonie ne devenait pas plus forte après l'indépendance mais par contre plus faible parce que la Russie a essayé de détruire, pendant les années d'occupation, le sentiment national par sa politique d'industrialisation. A cause de cela il faudra beaucoup de temps pour reprendre et reformer ce sentiment. Le développement intérieur de la Lettonie sera le facteur le plus important pour atteindre ses objectifs dans les domaines de politique extérieure et de défense.

Voyons comment la Lettonie pourrait résoudre ses problèmes géopolitiques :

1. La manière la plus efficace serait la consolidation de la démocratie en Russie. la Russie se trouve et se trouvera toujours à côté de la Lettonie. A côté d'une Russie démocratique la Lettonie pourrait avoir tous les avantages géopolitiques, notamment des relations économiques et des circuits de communication. Malheureusement c'est une hypothèse très improbable pour la Lettonie. En plus personne ne connaît les projets géopolitiques de la Russie dans cette région.

2. L'entrée de Lettonie dans les systèmes économiques et sécuritaires européens. Avec cette intégration elle pourrait compenser partiellement sa faiblesse géopolitique. C'est l'hypothèse concrète de l'UE. L'élargissement de l'Union Européenne incluant les pays baltes ou l'un des eux résoudrait partiellement les problèmes sécurité géopolitique.

« La Lettonie peut essayer de vaincre la géopolitique, en surmontant sa faiblesse intérieure et en devenant un petit pays solide sur le plan interne. la Lettonie doit saisir une chance historique ».²

¹ Stranga,A. « Latvija pasaules politika :iespejas un ierobejojumi »,LAI,Riga 1995 – 76.pg

² Stranga,A. « Latvija pasaules politika :iespejas u ierobejojumi »,LAI,Riga 1995 – 78.pg

La Russie voisine était et toujours restera une menace potentielle pour les pays Baltes. Néanmoins la Russie maintenant est plus faible qu'avant parce qu'elle connaît une crise économique longue. Pour cela la Lettonie doit surmonter sa faiblesse intérieure et améliorer ses relations avec la Russie. Sinon, elle ne pourra pas profiter de la possibilité de faire évoluer sa situation géopolitique.

En général les relations actuelles entre la Russie et la Lettonie montrent une image pas très agréable – par contre on peut voir la difficulté de la situation. A l'avenir nous pouvons espérer que ces relations vont l'améliorer. Néanmoins cela n'aura pas lieu très rapidement à cause de la position de Russie contre la possibilité pour les pays Baltes d'entrer dans l'OTAN et aussi du fait que la Russie refuse de signer le traité des frontières qui est préparé et négocié.

L'OTAN répond au point de vue de la Russie, défavorable à un élargissement de l'alliance, par une proposition de création d'une « relation ouverte ». Ainsi, le 31 mai 1997 a été créée une organisation, « Le conseil permanent uni de l'OTAN et de la Russie ».

On a ainsi créé un mécanisme d'intégration de la Russie dans le formule de défense européenne. Mais la Russie ne montre pas une grande activité dans ce processus. La crise au Kosovo lui fait beaucoup de mal. En plus la Russie a déjà annoncé qu'elle quitterait le programme « PPP ».

« A la différence de la Russie, les pays Baltes n'ont pas de doutes sur l'élargissement de l'OTAN parce que le but est clair : Trouver une place dans les structures de sécurité de l'Europe. La Lettonie appartient à l'Europe par sa partie baltique. S'intégrer dans l'OTAN et dans l'UE sera une reconnaissance de nos activités ».¹

Le gouvernement de Lettonie tient pour acquis que l'OTAN est un organisme gage de stabilité et de prévision des événements. La présence de l'OTAN dans les Etats Baltes pourra diminuer les tensions éventuelles.

1.2.L'Estonie – opinions sur l'élargissement de l'OTAN.

L'Estonie considère que l'élargissement de l'OTAN est un gage de propagation de la démocratie qui assurera la paix longtemps dans les régions qui veulent cela. « Notre

¹ Birkavs, V. « Pec Madrides u Amsterdamas : Baltijas drosibas konsolidacijas aspekti », LAI, Riga 1998 – 126.pg

but est de nous assurer d'un développement clair et sûr du processus d'élargissement, sur la base initiale du partenariat pour la paix « . Même si nous ne pouvons pas rivaliser avec les autres pays non membres de l' OTAN , nous croyons qu'en s' appuyant sur les mêmes valeurs, les intérêts des membres du PPP sont complémentaires de ceux des pays de l'OTAN. Aussi il ne faut pas considérer que l'élargissement de l' OTAN est dirigé contre quelque' un . C'est un processus d' intégration très large qui suit la guerre froide.

Le gouvernement pense qu'il existe plusieurs possibilités pour réunir des activités communes orientées vers la consolidation de la sécurité des pays Baltes.

« Les possibilités de consolidation de la sécurité de la zone Baltique sont excellentes pour deux raisons. Premièrement l' Estonie, la Lettonie et la Lituanie font partie d'une structure de sécurité internationale. Deuxièmement les opinions de nos voisins du sud et du Nord sont les mêmes sur les questions de sécurité. Dans l'Europe on considère que pour la sécurité nous devons nous intégrer dans les structures de sécurité européennes et qu' il faut entretenir de bonnes relations avec ses voisins ».¹

Cependant il existe des nécessités communes et spécifiques concernant la sécurité des les pays baltes. Cela apporte des avantages pour travailler ensemble et consolider la sécurité, pas seulement pour les questions de sécurité, mais aussi pour toutes les autres questions qui sont liées à l'intégration en structures européennes.

1.3.La Lituanie et la sécurité commune.

La Lituanie considère que l'élargissement de l'OTAN est un processus nécessaire et elle aura lieu sans doute. « L'élargissement de l'OTAN possède un but visible – développer et encourager la sécurité et la stabilité dans toute l'Europe. La volonté des pays baltes de devenir membres d'alliance concorde avec ce but de l'OTAN ».²

En ce temps de changements et de risques, l'OTAN est très important pour la Lituanie et les autres pays baltes. Car pour les pays baltes qui étaient occupés, l'OTAN est la garantie de la liberté, de la démocratie et d'indépendance et aussi d'une partie de la prospérité économique et sociale.

« Pour nous l'alliance n'est pas seulement la garantie contre n'importe quelles menaces mais aussi l'affermissement et la reconnaissance de notre choix : la route démocratique vers le libre marché. Pour cela, à mon avis, il est impossible de parler du rôle

¹ Laneme,M. « Pec Madrides un Amsterdamas :Baltijas konsolidacijas aspekti »,LAI,Riga 1998 – 129.pg

² Usackas,V. « NATO un Baltijas valstis.Quo vadis »,LAI,Riga 1997 – 206.pg

de l'OTAN seulement pour la sécurité des pays baltes. L'alliance a une tâche commune – garantir la sécurité, la stabilité les réformes démocratiques en Europe centrale incluant la Lituanie ». ¹

La politique étrangère de la Lituanie s'appuie sur l'idée que pour la Lituanie et pour la région dans son ensemble la démocratie, la sécurité et la prospérité sont possibles dans le processus d'intégration à l'Otan. C'est un but que la Lituanie a décidé de suivre. Sur cette question en Lituanie tous les avis sont unanimes.

La Lituanie espère que dans un avenir proche l'alliance va assurer sa politique « de porte ouverte » et que l'élargissement de l'OTAN sera un processus durable.

Le but de la Lituanie dans sa politique étrangère et de sécurité reste identique la participation dans l'OTAN et l'Union européenne. La Lituanie ne voit pas l'autre alternative pour ses intérêts de sécurité.

Les relations entre la Lituanie et la Russie, y compris dans les propos russes, sont considérés comme moins difficiles que pour la Lettonie et l'Estonie à cause de la situation démographique (10% russophone) et de la région de Kaliningrade. Cependant le traité concernant les frontières, signé en 1997, n'a pas été encore ratifié.

La relation entre la Lituanie et la Pologne est très positive. Premièrement dans les domaines politique, économique et militaire. Par exemple en 1997 les parlements de ces pays ont accepté la création d'un bataillon commun pour maintenir la paix – LITPOLBAT. Après une manœuvre d'état major en 1998, en 1999 le bataillon a commencé une mission ONU. La Lituanie souligne qu'elle a une unité permanente avec un pays de l'OTAN. La Lituanie sans doute veut intégrer l'OTAN avec l'aide polonaise.

En comparaison avec la politique étrangère de l'Estonie et de la Lituanie la politique étrangère et la politique sécurité de la Lettonie est de s'intégrer complètement dans l'OTAN et l'Union européenne. Dans le domaine de la politique sécurité, la Lettonie ne voit pas d'autre possibilité que d'entrer complètement dans l'OTAN.

D'après le document final de la rencontre Madrid, quand il devenait clair que la Lettonie ne serait pas invitée dans le premier élargissement, cela n'a pas été reçu comme une tragédie. Mais au contraire, comme la continuation la poursuite de cette politique « de porte ouverte », qui n'exclut pas la possibilité pour la Lettonie de devenir le membre de l'OTAN.

¹ Usackas, V. « Nato un Baltijas valstis Quo vadis ? », LAI, Riga 1997 – 207. pg.

La Lettonie attend l'appui de nouveaux membres tels que la Hongrie, la République Tchèque et la Pologne la Lettonie pour son entrée à l'alliance. On augmente la relation avec les nouveaux membres dans le domaine militaire pour obtenir une expérience dans l'exécution des demandes de l'OTAN.

La Lettonie met l'accent sur l'intensification des discussions et des relations actuelles avec l'OTAN. La Lettonie doit montrer comme condition préalable sa volonté elle-même de faire quelques choses pour sa défense et sa sécurité. Premièrement elle ne doit pas rester en arrière de ses pays voisins dont le but de la politique étrangère est semblable.

La motivation primordiale la Lettonie se voit dans le titre 5 du traité de l'OTAN. La Lettonie a toujours précisé que sa participation à l'alliance n'est pas tournée vers quelqu'un. Mais par contre cela consolide la sécurité dans toute l'Europe et surtout dans la région baltique.

Pendant la rencontre des trois présidents pays baltes, un communiqué commun a été signé, en rapport avec le 50^{ème} anniversaire de l'OTAN et la rencontre de Washington. Là, était marqué que Lettonie, l'Estonie et la Lituanie sont persuadées qu'après la première vague d'élargissement va suivre une vague suivante. Les présidents des pays baltes expriment la conviction que dans la deuxième vague d'élargissement seront inclus les pays baltes.

L'Estonie, la Lituanie et la Lettonie se préparent pour assumer les devoirs des membres de l'alliance. Ils continuent leurs relations entre eux dans le domaine militaire et entretiennent aussi des liens différents avec les autres pays partenaires.¹

Pour avoir une vision complète du côté des Pays baltes il faut ajouter la charte de partenariat entre les Etats – Unis et les Pays baltes. C'est un document où les pays baltes encore une fois confirment son but devenir des membres aux structures européennes et l'Alliance du nord. A son tour des Etats – Unis accentuent ses intérêts du long terme dans cette région et qu'ils sont intéressés par l'indépendance des trois Pays baltes.

Cette charte souligne l'attachement marqué dans l'acte final d'Helsinki et dans les autres documents au caractère indivisible de la sécurité de tous les pays membres de l'Alliance. Cela veut dire que chaque pays a un droit d'autodéfense collectif et individuel. Ce principe aussi donne le droit de choisir librement sa participation dans les traités. Dans

¹ « Baltijas vienotības, uzticības un sadarbības gaisotne », « Latvijas Vestnesis », 19.02.1999.-1 ;pg

cette charte en même temps est exprimé un but commun – Une Europe commune, intégrée et en sécurité.

2.La politique étrangère des Etats – Unis et l’élargissement de l’OTAN.

Pour avoir une vision complète évaluons l’opinion publique et le processus décisionnel au Sénat et au Congrès avant le première vague d’élargissement. Cela nous montrera les tendances et l’influence américaine sur le processus d’élargissement.

2 .1 . L’opinion publique américaine et l’élargissement de l’alliance atlantique.

Que pense l’opinion publique américaine de la perspective d’entrée de nouveaux membres au sein de l’OTAN et des garanties de sécurité à leur apporter ? Si cette question ne retient guère l’attention du public aujourd’hui, il pourrait en aller autrement lors du processus de ratification d’un nouvel engagement conventionnel et dans l’avenir s’il entraînait d’importantes contributions des Etats – Unis en troupes et en fonds. Pour répondre à cette question, le Programme sur les comportements en matière de politique internationale(PIPA) a établi une série de groupes cibles et réalisé, à l’échelle nationale, un sondage portant sur 1 124 Américains.

Il résulte de ce sondage qu’une grande majorité d’Américains est favorable à l’élargissement de l’OTAN et que ce soutien résiste relativement bien aux divers problèmes qui risquent de surgir lors du processus de ratification. Même le soutien à l’envoi de troupes américaines pour défendre les nouveaux membres est étonnamment vigoureux. Par ailleurs, la sensibilisation à cette question est assez faible et peu d’Américains estiment que l’élargissement de l’OTAN revêt un caractère d’urgence. Une grande majorité penche pour un calendrier qui tienne compte des préoccupations russes.

Chose intéressante, les raisons pour lesquelles l’opinion publique souhaite un élargissement de l’OTAN ne résultent pas d’une inquiétude, face à la menace que pourrait représenter la Russie, mais plutôt du désir d’ôter les divisions créées par la Guerre froide. La majorité aimerait voir l’OTAN sortir du cadre de sa fonction d’alliance politico – militaire et devenir un système de sécurité plus large et plus varié qui pourrait même, un jour, inclure la Russie.

A la question directe « êtes-vous pour ou contre l’élargissement de l’OTAN à certains pays de l’Est », 62 pour cent des personnes interrogées ont répondu qu’elle étaient

pour, et 29 pour cent contre. On a noté aucune différence significative entre Républicains et Démocrates.

Dans le cadre du sondage du PIPA, à propos de l'admission de pays déterminés, il était conseillé de garder « présent à l'esprit que les Etats-Unis ainsi que d'autres membres de l'OTAN doivent défendre tout pays de l'OTAN qui subit une attaque », d'où une majorité se prononçant pour l'adhésion de huit pays sur dix.

Une série d'arguments pour et contre l'élargissement de l'OTAN a été proposée aux personnes interrogées et il leur a été demandé d'évaluer chacun d'entre eux. (Ces arguments ont été élaborés avec plusieurs membres du personnel du Congrès qui représentaient toute la gamme des opinions sur ce sujet). Au terme de cette énumération, le niveau de soutien restait semblable. De plus, la majorité a jugé convaincants huit des dix arguments en faveur de l'élargissement, mais seulement trois des arguments contre, indiquant que le soutien à l'ouverture de l'OTAN était sans doute relativement solide.

Deux autres questions ont cependant suscité un moins grand enthousiasme. Quand on les a informés que le coût de l'élargissement de l'OTAN nécessitait que l'on augmente le budget de la défense d'environ 1 milliard de dollars américains par an, seulement 46 pour cent ont répondu que l'admission de nouveaux membres « vaudrait ce prix ». De même, lorsqu'on leur a demandé leur avis sur l'admission de nouveaux membres si elle impliquait « le recours possible aux armes nucléaires » pour les défendre, seulement 44 pour cent ont répondu qu'ils seraient pour. Ces résultats doivent toutefois être évalués en tenant compte du fait que l'opinion publique américaine est opposée à l'augmentation du budget de la défense et qu'elle a toujours refusé l'idée d'utiliser les armes nucléaires, sauf pour répondre à une attaque nucléaire. Mais en vérité si cette question était aux membres actuels, le résultat serait le même.

Curieusement, malgré le niveau de soutien assez élevé à l'élargissement de l'OTAN, le public est peu sensibilisé à ce sujet. A la question de savoir dans quelle mesure ils avaient entendu parler de ce projet, seulement 7 pour cent ont répondu « beaucoup » et 22 pour cent « un peu » ; en revanche, 33 pour cent ont dit « peu » et 38 pour cent « pas du tout ». (Le soutien à l'élargissement de l'OTAN était nettement plus élevé chez ceux qui étaient plus sensibilisés).

L'élargissement de l'OTAN est très peu perçu comme ayant un caractère d'urgence. Seuls 18 pour cent estimaient important qu'il se fasse rapidement.

Invités à choisir entre deux arguments en faveur de l'élargissement de l'OTAN, seuls 22 pour cent des personnes interrogées ont choisi celui selon lequel « l'OTAN doit

être élargie afin de la consolider et de l'étendre pour faire face avec plus d'efficacité à la menace que pourrait représenter la Russie dans l'avenir ». En revanche, 68 pour cent ont choisi l'argument, « l'OTAN doit être élargie pour supprimer les divisions, reliquats de la Guerre froide, et renforcer la cohésion de l'Europe ».

Parmi les dix arguments présentés en faveur de l'élargissement de l'OTAN, le premier retenu, jugé convaincant par 77 pour cent des personnes interrogées, était que « Il vaut mieux inclure les pays d'Europe de l'Est que les exclure, car les chances de paix sont plus grande si nous communiquons et travaillons ensemble ». L'argument qui a réuni le plus de suffrages contre l'élargissement de l'OTAN, jugé convaincant par 62 pour cent, était également basé sur le thème de l'inclusion. Il avançait que, « Au lieu d'élargir l'OTAN, il faut trouver une nouvelle formule qui inclure la Russie, et non la traiter en ennemie ».¹

Les arguments en faveur de l'élargissement de l'OTAN qui mettaient en avant la menace de la Russie et la compétition géopolitique avec la Russie ont été les moins appréciés. Seuls 35 pour cent ont adhéré à l'idée que « la Russie est très faible et [que] cela donne l'occasion à l'OTAN de se développer en Europe de l'Est et de consolider notre victoire dans la Guerre froide ». Une forte majorité a également rejeté l'argument de la nature intrinsèquement agressive de la Russie ou de l'inéluctable opposition entre les intérêts américains et russes.

L'indication la plus évidente du souhait de voir l'OTAN devenir plus qu'une alliance militaire traditionnelle est peut-être la forte adhésion à l'idée d'inclure la Russie dans l'OTAN – qui s'apparenterait alors davantage à un système de sécurité collective. Cette idée a été spontanément émise dans les groupes cibles dans le cadre du thème global de l'inclusion de nouveaux membres. Si d'après le sondage, une majorité hésitait au sujet de l'accession immédiate de la Russie à l'OTAN, compte tenu du climat d'instabilité qui y règne actuellement, en revanche, 65 pour cent des personnes étaient favorables à son entrée une fois qu'elle aura fait ses preuves en tant que démocratie stable.

2.2. Le Congrès va-t-il appuyer l'admission de nouveaux membres ?

Pour le moment on ne peut pas savoir quel sera le développement de l'OTAN avec de nouveaux membres, mais pour étudier cette question il faut porter ses regards en arrière avant la première vague d'élargissement.

¹ Steven Kull, Revue de l'OTAN, 1997- 11.pg

Au Sénat des Etats – Unis, le débat sur l'élargissement de l'Otan a mis en lumière des idées essentielles susceptibles de peser de manière durable sur l'engagement américain dans les questions de sécurité européenne : il a permis au Congrès de préciser sa conception du rôle et des missions de l'Otan compatibles avec le leadership politique américain.

Dans le cadre du Projet sur les comportements à l'égard de la communauté transatlantique, la Dotation Carnegie a organisé une série de tables rondes sur l'élargissement de l'OTAN avec des membres et de hauts fonctionnaires du Congrès. Ce qui ressort de ces entretiens ainsi que de l'analyse des positions adoptées par le Congrès sur cette question est identique aux résultats du sondage des opinions publique : un soutien large mais assez ténu, et si la ratification de l'élargissement de l'Otan par les Etats-Unis est probable, certains éléments pourraient néanmoins la compromettre.

A cette époque là plusieurs raisons portent à croire que le Congrès ratifiera l'élargissement de l'OTAN. La première est la suite de décisions favorables prises par le Congrès à ce sujet : en 1994, le Congrès a adopté la Loi sur la participation à l'OTAN qui autorise l'administration à fournir du matériel de défense en surplus et diverses autres aides aux futurs membres de l'OTAN. Lors de l'élection de 1994, les Républicains de la Chambre ont inclus l'élargissement de l'OTAN dans leur « Contrat avec l'Amérique », le manifeste qui contribua à l'accession au pouvoir de la première majorité républicaine depuis plusieurs décennies.

Et en 1996, au lendemain d'un vote qui a réuni plus de 80 pour cent des suffrages tant à la Chambre qu'au Sénat , le 104^e Congrès a adopté la Loi en faveur de l'élargissement de l'OTAN, qui approuvait une fois encore le concept d'élargissement et accordait un montant 60 millions de dollars pour aider les nouveaux membres à se préparer à leur participation à l'Alliance. Dans leur ensemble, ces mesures ont obtenu un soutien sans précédent du Congrès tant par les suffrages réunis que par l'appui des deux grands partis.

La deuxième raison pour laquelle la ratification était probable est d'ordre électoral. En effet, on compte près de 20 millions de personnes originaires d'Europe centrale aux Etats-Unis , dont la plupart sont concentrées dans 14 Etats qui représentent 194 voix de grands électeurs – plus que les deux tiers nécessaires pour avoir la majorité aux élections présidentielles. Or nombre de ces Etats, comme le Michigan, l'Ohio et le New Jersey, sont des pièces maîtresses sur l'échiquier politique américains. Ces enjeux électoraux expliquent pourquoi tant le Président Clinton que le Sénateur Dole ont mis l'accent sur leur

soutien à l'élargissement de l'OTAN durant la course à la présidence – cette question a d'ailleurs été au centre du seul grand discours sur la politique étrangère prononcé par le Président au cours de sa campagne. En plus certains dirigeants de haut niveau sont originaires d'Europe centrale, citons par exemple madame Albright, monsieur Brzezinski.

Il y avait encore quelques éléments positifs, mais malgré tout cela la décision sur l'élargissement de l'OTAN était loin d'être assurée. Le premier signe inquiétant était que l'opinion du Congrès sur la question est très loin d'être arrêtée. Un groupe de membres du Congrès a estimé que seuls cinq à dix pour cent de leurs collègues devaient avoir vraiment réfléchi à la question. De plus, ce groupe a souligné que les résolutions proposées ne faisaient intervenir que des formes de soutien assez générales, assorties d'aides financières modestes, et qu'elle n'impliquaient pas un grand risque politique. Il s'agissait, en quelque sorte, de vote « libre », et certains pensaient même que les votes très favorables enregistrés ne pouvaient être tenus pour fiables. Deuxièmement les résultats des élections de 1996 aux Etats – Unis apportaient encore une autre raison de penser que l'élargissement de l'OTAN pourrait être conflictuel. Alors que la majorité républicaine à la Chambre des représentants a diminué, les Républicains ont gagné deux sièges au Sénat. De plus, le départ à la retraite d'un nombre record de 15 sénateurs a contribué à la formation d'un Sénat dont beaucoup des membres les plus expérimentés et les plus modérés en matière de politique étrangère ont été remplacés par des membres qui avaient des positions plus extrêmes et une connaissance beaucoup moins approfondie de ces questions.

En vertu de la Constitution, l'approbation ou la révision d'un traité passe nécessairement par un soutien de deux - tiers des sénateurs. Le Sénat en 1998 est constitué de 55 républicains et de 45 démocrates ; un vote « bipartite » d'au moins 67 sénateurs était ainsi nécessaire pour l'approbation de l'entrée dans l'Alliance des trois Etats candidats. Moins de la moitié des 100 sénateurs étaient membres des trois commissions(Affaires étrangères, Forces armées et Renseignement)directement impliquées dans la politique étrangère et avaient l'habitude de soulever des questions devant les commissions. Dans l'ère de l'après – guerre froide, un grand nombre de sénateurs se concentrent sur les questions intérieures. Le débat sur l'élargissement a eu pour résultat de les amener à s'intéresser à des questions sur lesquelles ils ne s'étaient pas penchés jusque là.

Peu de sénateurs avaient, avant le début du débat, une connaissance approfondie du Concept stratégique de l'Otan. Ils connaissaient la Pologne, la République tchèque et la Hongrie comme de courageux survivants de la période soviétique et acceptaient sans difficulté les engagements de l'Alliance en matière de défense collective. De nombreux

sénateurs républicains et quelques démocrates affichaient une grande défiance à l'égard de la Russie et accordaient très peu de crédit aux institutions internationales comme l'ONU et le FMI – institutions auxquelles d'autres pays avaient accordé une plus grande importance avec la fin de la guerre froide.

Le cœur de l'argumentaire de l'administration en faveur de l'élargissement était qu'il renforcerait la stabilité en Europe centrale, en arrimant ces trois Etats à un système de pays démocratiques et soumis à l'économie de marché, que son coût, à partager avec les alliés, serait modéré, et qu'il ne nous aliénerait pas la Russie ; En Faveur de l'élargissement, les hommes de l'administration, peut – être par souci de ménager la majorité conservatrice des républicains, ont mis en avant, devant les commissions du Congrès, la défense collective quand la discussion a porté sur les finalités de l'Otan. Les « nouvelles missions » ont suscité des objections chez beaucoup de républicains et quelques démocrates. Le maintien de la paix et la gestion des crises n'étaient pas les missions « viriles » de la guerre froide et, au – delà, elles posaient problème en faisant de l'Otan un instrument de sécurité collective plutôt que de défense collective. Conservant la mémoire douloureuse de la Somalie et gardant à l'esprit la mission en Bosnie, toujours difficile, le Sénat (et le Congrès en général) n'acceptait pas sans difficulté les missions internationales, dont, selon lui, l'ONU ou des puissance régionales devraient se charger.

De nombreux sénateurs n'étaient toujours pas convaincus que de telles missions fussent dans l'intérêt des Etats – Unis. Quelques – uns, ayant appris que le Concept stratégique avait fait de ces missions partie intégrante du futur rôle de l'OTAN, expliquaient que les gouvernements de l'Alliance ne devaient pas donner leur aval à de tels documents sans une approbation de parlementaires. Ils firent le vœu de passer au crible la révision du Concept stratégique de l'OTAN en 1998 – 1999 ainsi que son application. Le sénateur Jessie Helms, président de la commission des Affaires étrangères, déclara : « Il y a un malaise croissant parmi les partisans de l'élargissement, qui ont le sentiment que le projet, conçu par l'administration comme l'élargissement de l'OTAN, pourrait se transformer en un projet dangereux et mal conçu de transformation de l'OTAN ; que nous convions de nouvelles nations à rejoindre non pas l'OTAN qui a gagné la guerre froide, mais plutôt une nouvelle OTAN, aux contours flous – d'une alliance militaire bien définie devenue une association nébuleuse de « sécurité collective ». Il condamna les opérations de maintien de la paix sous les auspices de l'ONU ainsi que la reconstruction civile. Plus généralement, les missions de l'OTAN devraient rester ce qu'elles ont toujours

été : « protéger l'intégrité territoriale des Etats membres et s'opposer à l'hégémonie de n'importe quel Etat en Europe », en terme les clairs la Russie.¹

De nombreux sénateurs ont exprimé des doutes sur le coût possible de l'élargissement. Un large éventail d'études, où chaque évaluation était plus basse que la précédente, a conduit à la conviction que les chiffres étaient « politiques ». De ce point de vue, l'administration faisait pression pour que l'estimation des coûts fût modérée et par là – même acceptable. Quand le débat s'instaura, planait le soupçon qu'un jour les Etats – Unis aurait à payer un prix indéterminé pour le nouvel engagement stratégique que l'élargissement aurait impliqué. Une étude des services budgétaires du Congrès évaluait en 1995 le prix de l'élargissement de 60 à 125 milliards de dollars. Une estimation de l'administration en 1997 tablait sur un chiffre de 27 à 35 milliards. Une étude de l'Otan de décembre 1997, dont les détails sont restés secrets, arriva à une somme de seulement 3 à 5 milliards.² De telles disparités ont conduit certains sénateurs à juger que les études précédentes provenaient de partisans de l'élargissement, et aboutissaient à des résultats inférieurs pour apaiser le Sénat et les alliés européens, qui faisaient déjà des coupes dans leur budget de défense.

Le problème crucial était celui de la Russie. Est-ce que l'élargissement rendrait hostile la Russie et l'isolerait, préparant le terrain pour un régime nationaliste et revanchard à Moscou ? Ou est-ce que l'Acte fondateur de mai 1997 poserait les bases d'une structure de coopération impliquant la Russie et les alliés ? Il était clair qu'aucun sénateur ne souhaitait une Russie agressive et cherchant à gagner territoires et influence auprès de ses voisins. Parmi les démocrates, modérés et libéraux espéraient préserver la possibilité d'étapes ultérieures dans les négociations russo-américaines sur la limitation et le contrôle des armements ; pour l'essentiel, ils avaient à cœur que l'Acte fondateur inaugure une nouvelle ère de coopération et que celle-ci soit pas compromise par l'élargissement. Quelques sénateurs Républicains conservateurs avaient une opinion différente. Ils voyaient les trois pays candidats comme constituant un « espace stratégique » : un gain territorial pour l'OTAN porterait un coup à une Russie qui cherche à renaître de ses cendres, et renforcerait les capacités militaires de l'Alliance dans l'éventualité où la Russie reconstituerait une menace conventionnelle crédible. D'autres sénateurs, enfin, principalement parmi les modérés, estimaient que les antagonismes de la guerre froide ne

¹ NATO Enlargement, Senate Foreign Relations Committee Hearings, October 9, 1997, pp.3-4. U.S.Govt.Printing Office, 1998.

² Carl Ek, NATO Expansion : Cost Issues, Congressional Research Service Report 97-668F, July 2, 1997.

pouvaient pas être recrées, en raison de l'apparition d'Etats indépendants, aux frontières de la Russie. Dans cette perspective, la Russie n'aurait pas d'autre choix pour subsister que d'adopter les structures des démocraties et des économies de marché occidentales, quelles que soient les difficultés de la transition.

Le vote de chacun des sénateurs en faveur de l'élargissement fut ainsi motivé par des raisons différentes. L'élargissement avait des conséquences sur les missions de l'OTAN, les dépenses militaires américaines, et sur les relations avec la Russie. Les sénateurs en ont tiré des conclusions différentes. A une majorité importante, ils ont estimé que l'élargissement assurerait la stabilité et renforcerait l'emprise américaine en Europe, et peut-être dans le monde. Le 30 avril 1998, ils ont approuvé la révision du traité de l'Atlantique Nord admettant les Etats candidats, par un vote de 80 voix contre 19. Les thèmes et les détails de leur débat ont éclairé les conceptions que se faisait le Congrès de points cruciaux de la politique étrangère américaine.

La discussion sur la finalité de l'Alliance fut au cœur du débat sur l'élargissement. Le Sénat a reconnu sans détour que l'entrée de trois nouveaux Etats changerait la nature des engagements stratégiques américains et européens. L'administration assurait que les nouveaux Etats membres soutiendraient les efforts de l'Alliance, non seulement pour assurer la défense collective, mais aussi pour engager de « nouvelles missions ». Le secrétaire d'Etat, Madeleine Albright, et le secrétaire à la Défense, William Cohen, ont l'un et l'autre mis en avant le rôle que les Etats avaient joué dans les opérations de maintien de la paix en Bosnie. De leur point de vue, la présence active d'Etats nouvellement indépendants dans de telles opérations était le signe que l'Europe centrale entrait dans une ère où la violence et le nationalisme n'étaient plus acceptables sur le continent.

Au même moment, certains sénateurs opposés à l'engagement américain en Bosnie, ou qui ne lui avaient apporté qu'un tiède soutien, pensaient que l'élargissement entraînerait les Etats – Unis plus à l'Est, dans une région instable. Ils avançaient que les ressources consacrées par les Etats – Unis à leur défense seraient mieux employées ailleurs. Le sénateur Stevens de l'Alaska, le puissant président républicain de la commission du Budget, par exemple, affirmait que les intérêts américains en Asie augmentaient, et que des moyens militaires plus importants devraient y être concentrés. L'Europe était une dimension importante de la politique de défense américaine, mais l'élargissement détournerait in fine le pays des intérêts stratégiques cruciaux que constituait le marché asiatique et que menaçait la Chine.

2.2.1. La réflexion sur une défense collective et une sécurité collective.

Pendant les séances d'étude sur l'élargissement, les sénateurs furent plus explicites sur leur conception des missions de l'OTAN. Le sénateur Helms souligna que la défense collective représentait la principale fonction de l'OTAN, qui « devait être un rempart contre une possible résurgence d'une Russie nationaliste ou impériale ».¹

Le souci de l'administration Clinton de voir l'OTAN étendre ses responsabilités et sa zone d'actions militaires fut un élément important du débat au Sénat sur l'élargissement. Le sénateur Lugar affirma qu'au moment de « Tempête du désert », les Etats-Unis avaient expliqué qu'il était dans l'intérêt bien compris des pays européens, au regard de la sécurité de leur propre approvisionnement énergétique, de s'associer à l'usage de la force. « La situation des sources d'énergie au Moyen-Orient est toujours aussi vitale pour les pays européens, et nous en sommes à discuter de la situation « hors - zone », comme si, réciproquement, en échange du soutien que nous apportons à la défense des pays européens, nous attendions leur soutien à nos propres intérêts de sécurité, dont nous pensons qu'ils coïncident avec les leurs »². A une autre occasion, le sénateur Lugar fut tout aussi explicite : « Pour les Etats – Unis, la stratégie et le développement des technologies sont orientées en fonction de priorités globales, alors que les forces européennes sont concentrées sur la défense territoriale et, pour une grande part, inadaptées aux priorités américaines. En bref, l'alliance principale de l'Amérique ne s'attaque pas aux principaux problèmes de sécurité des Etats – Unis ». Les vues du sénateur Lugar et du secrétaire d'Etat se rencontraient sur un point : dans le monde de l'après – guerre froide, on attendait désormais des alliés des Etats – Unis qu'ils adoptent une interprétation plus ambitieuse de l'article 4 qu'il n'était couramment admis au sein de l'Alliance jusque' - là.

Tous les sénateurs n'acceptaient pas une interprétation ambitieuse de l'article 4. Certains pensaient qu'une telle interprétation pourrait forcer les Etats – Unis à soutenir les alliés européens quand ceux – ci souhaiteraient s'attaquer à des problèmes extérieurs à la zone définie par le traité et pour lesquels l'Amérique n'avait que peu d'intérêt. De nombreux sénateurs restaient inquiets à propos d'engagements dont les conditions n'étaient pas clairement établies, tels que l'opération de l'OTAN en Bosnie, ou craignaient que les alliés n'appellent un jour les Américains à la rescousse pour arrêter un flot de réfugiés nord

¹ Debate on NATO Enlargement, Senate Foreign Relations Committee hearings, October 9, 1997. U.S. Government Printing Office, 1998, p.4.

² administration Views on the North Atlantic Treaty on Accession of Poland, Hungary, and the Czech Republic, Senate Foreign Relations Committee hearing, February 24, 1998, p ;23.

– africains en Europe, fuyant les tourments de leur pays. La résolution de ratification, le document par le vote duquel le Sénat admettrait les trois Etats candidats, déclarait que l’OTAN, « conformément à l’article 4, sur la base du cas par cas,[pouvait] s’engager dans d’autres missions quand il y avait un consensus parmi ses membres sur l’existence d’une menace sur la sécurité et les intérêt des membres de l’OTAN. »² Le sénateur Moynihan s’opposa à une telle interprétation qu’il jugeait trop large parce qu’elle ressemblait « à une autorisation d’engager un combat à peu près n’importe où ».³

2.2.2.Le partage du fardeau.

Le coût des mesures à prendre est une question fondamentale.. Le Sénat souleva explicitement la question du coût de l’élargissement. Il repoussa un amendement qui prescrivait une réduction de la part des Etats – Unis dans les budgets de l’OTAN, mais il approuva la formulation de la résolution de ratification suivant laquelle l’admission des Etats candidats « n’[aurait]pas de répercussion sur les budgets communs. Et, en gardant à l’esprit les avertissements du sénateur Stevens sur la capacité de réaction des forces armées et leurs obligations croissantes en Asie, il approuva également le principe selon lequel l’admission des trois Etats dans l’Alliance « ne devrait pas entamer la capacité des Etats – Unis à satisfaire à leurs obligations militaires à l’extérieur de la zone de l’Atlantique Nord ».¹

Le débat sur la programmation des forces, mené de longue date à l’intérieur de l’enceinte de l’OTAN, entra également en ligne de compte. Les objectifs de programmation des forces, la configuration par l’OTAN des objectifs de chacun de ses membres en matière de modernisation, d’équipement, de niveaux de force, et d’entraînement, sont depuis longtemps un sujet de contentieux au sein de l’Alliance, de nombreux Etats membres ayant pris l’habitude de ne pas les remplir. Aux Etats – Unis, avec un budget de la défense adapté à des responsabilités globales, les membres du Congrès, préoccupés par le partage du fardeau, critiquent souvent les alliés dont les budgets de défense ont été réduits depuis la fin de la guerre froide. En juillet 1997, le général Sheehan, qui occupait alors le poste de Commandant suprême des forces alliés en Europe(SACEUR), fit l’une des rares interventions publiques sur cette question de la part

¹ Debate on NATO Enlargement,Senate Foreign Relations Committe hearing,op.cit.,p.22.

² Resolution of Ratification,inProtocols to the North Atlantic Treaty,Senat Foreign Relations Committee, Executive Report 105-14,March 6,1998,p.40.

³ Senator Moynihan,Congressionale Record,April 27,1998,p.S3606.

d'un officier américain. Il se plaignit de ce que les alliés n'avaient pas atteint les objectifs de la programmation des forces. « Dans la mesure où nous élargissons notre zone de responsabilités en particulier à la Méditerranée orientale », dit-il, une grande modernisation sera nécessaire. « Si les Etats – Unis payent actuellement 95% de la note en Bosnie, pour le commandement et le contrôle des opérations, quelles sont les modalités qui permettent aux nations européennes de s'en donner progressivement les moyens dans le cadre du processus de programmation des forces ? Nous ne pouvons pas accomplir les nouvelles missions – armes de destruction massives, missile de défense de théâtre, intégration des systèmes de commandement et de contrôle, etc. – sans que les Européens n'augmentent leurs dépenses militaires. »²

Des thèmes semblables sur les objectifs de programmation des forces ont rencontré un large écho dans le débat sur l'élargissement. La résolution de ratification exigea du président qu'il soumette tous les cinq ans un rapport au Congrès sur « les progrès réalisés par chaque membre de l'OTAN pour se conformer aux objectifs de programmation, et l'adéquation des budgets de défense nationaux aux obligations communes de défense et de sécurité ». Il exigeait également de l'exécutif un rapport au Sénat sur « un calendrier pour la mise en œuvre de nouveaux objectifs de programmation en fonction d'une révision du Concept stratégique ». L'amendement Kyl ajoutait une précision : « La responsabilité de la défense des démocraties et la charge financière qu'elle implique sera plus équitablement répartie pour autant que les membres de l'OTAN se conformeront aux objectifs de programmation et rempliront leurs propres obligations . »³

Le débat sur l'élargissement a conduit à accorder une attention croissante à la question du partage du fardeau. La résolution de ratification et l'amendement Kyl correspondaient aux remarques du général Sheehan et les rapprochaient du sentiment général suivant lequel l'OTAN devait se préparer à utiliser sa capacité militaire pour affronter des menaces dans une zone géographique plus vaste . Pour le Congrès, exiger du président un rapport sur les objectifs de programmation des forces alliées était aussi une manière d'obtenir un document sur la base duquel il pourrait évaluer les dispositions des alliés, qu'il soupçonnait de ne pas remplir les obligations prévues par le Concept stratégique.

¹ Resolution of Ratification, op.cit., p. 42.

² Author's notes, Remarks of Gen. Sheehan at the Atlantic Council, Washington, DC . July 23, 1997.

³ Resolution of Ratification, op.cit., p. 42, et the Kyl Amendment, op.cit., p. S3794.

2.2.3. La prochaine étape de l'élargissement ?

Le Sénat accepta sans réserve la conception que se faisait l'administration (et l'OTAN) d'une Alliance ouverte aux futurs candidats. Mais le débat avait clarifié les idées du Sénat sur d'autres questions auxquelles seul le temps pouvait répondre. Y aurait-il un consensus parmi les alliés sur la nature et la position géographique des crises susceptibles d'entrer dans le cadre de l'article 4 ? Les coûts de l'élargissement seraient-ils équitablement partagés ? Les objectifs de programmation des alliés seraient-ils atteints ? Quelle part prendraient la Russie et l'ONU aux décisions de l'OTAN ? Le nouveau Concept stratégique serait-il un document « opérationnel », délimitant clairement les responsabilités de l'Alliance et établissant comment les assumer, ou au contraire serait-il surtout rhétorique, une collection de prêches sur les valeurs communes mais très allusif sur les moyens pour l'OTAN de se conformer à sa finalité ? Le débat sur l'élargissement donna au Sénat une meilleure intelligence de ces questions, et lui fit comprendre que du temps serait nécessaire pour tirer toutes les conséquences de l'élargissement et de la révision du Concept stratégique. Une bonne raison d'observer la tournure prise par l'Alliance après l'entrée de la Pologne, de la République tchèque et de la Hongrie est la volonté affichée des pays Baltes, de la Roumanie, la Slovénie ou la Bulgarie de rejoindre l'OTAN en l'an 2000 ou juste après. Le sénateur Bingaman identifia un sujet de préoccupation important : « Quand nous considérons l'extension indéfinie de nos engagements militaires, nous devons garder à l'esprit le caractère limité des ressources que nous pouvons consacrer à notre défense. Je me demande jusqu'à quel point nous sommes prêts à consacrer ces ressources de défense limitées aux engagements toujours plus large de l'OTAN, au détriment de nos autres priorités de défense, telle que la modernisation des forces, la capacité de réaction, les investissements nécessaires à la préservation de notre avance technologique ». Il souleva la question des pays Baltes et affirma que les Etats-Unis ne pouvaient pas, en l'espèce, s'engager sur la base de l'article 5.¹

Au regard de la situation géographique des pays Baltes, leur défense conventionnelle contre une attaque russe est-elle crédible ? Il n'y a eu aucun débat public aux Etats-Unis à ce sujet : la défense des Etats Baltes requerrait des Américains l'usage d'armes nucléaires, et c'est ce « couplage » qui ne semble pas être examiné en

¹ Remarks of Senator Bingaman, Congressional Record, April 27, 1998, p.S3630.

détail lors de la possibilité d'admission de ces pays, ni celle de la Roumanie ou de la Slovénie. De toute façon, les difficultés de la transition à l'économie de marché et des réformes politiques en Roumanie, et la faiblesse du potentiel militaire slovène semblent en elles-mêmes écarter tout examen rapide de leur candidature par le Sénat. Indirectement, le Sénat indiqua qu'une pause importante dans l'examen des futurs candidats était souhaitable. A une majorité de 59 contre 41, il repoussa un amendement qui exigeait un délai de trois ans avant l'examen de l'admission de nouveaux candidats. Comme le vote d'une nouvelle admission requiert les voix de 67 sénateurs, cette majorité – là indiquait qu'il manquait huit voix pour atteindre la majorité des deux – tiers qui, dans ce cas, serait nécessaire.

En définitive, le facteur qui décidait et qui décidera du sort de la ratification de l'élargissement de l'OTAN aux Etats – Unis est la Maison Blanche. Avec un Congrès qui s'exprime plus fermement depuis la fin de la Guerre froide, les grandes initiatives en matière de politique étrangère n'ont en général réussi que lorsqu'elle bénéficiait du soutien actif du Président en personne.

Conclusion.

Le temps de la guerre froide et d'un système de bipolarité est déjà passé. Mais pour l'instant l'architecture de la nouvelle Europe est en train de se développer. Dans cette étude nous avons vu le problème de la sécurité dans la région Baltique. Au point de vue géopolitique, nous avons montré le caractère problème global pour cette région du monde en termes de sécurité. Pour avoir une vision plus complète, nous avons abordé les réflexions et les points de vue des divers acteurs. D'une part, les Pays baltes qui montrent clairement leur volonté de rejoindre l'OTAN tout en cernant en même temps les difficultés qui se présentent, en particulier leur relation avec les Etats – Unis qui est le plus grand partenaire dans le domaine militaire. D'autre part le point de vue américain, dont en particulier l'opinion publique avant la première vague d'élargissement. Le sondage évoqué plus haut montre une attitude positive mais très intéressée. Enfin nous avons étudié le processus décisionnel au Congrès et au Sénat, qui nous montre toute la complexité de la prise de décision en ce domaine de la politique étrangère.

Le plus grand problème est que la Lettonie connaît des difficultés de dimensionnement de son budget militaire. Néanmoins certaines améliorations sont constatées en ce domaine – l'engagement d'augmenter le budget de 2% jusqu'en 2003, l'augmentation du budget de la Défense de 35% en 1999 par rapport à 1998.

Le département de la Défense des Etats – Unis a déclaré dans sa stratégie qu'il allait prêter tout le secours possible aux Pays baltes pour qu'ils puissent rejoindre l'OTAN. Ce document du Pentagone montre très clairement les intérêts des Etats – Unis quant-à la sécurité et l'indépendance de la région Baltique. La secrétaire d'Etat du Ministère des affaires étrangères de Lettonie a considéré ce document comme le résumé du travail effectué ces dernières années sous l'administration Clinton.

Le vote au Sénat lors de la première vague d'élargissement a bien montré le point de vue indécis des sénateurs sur la nécessaire continuité d'un élargissement rapide. La capacité d'adaptation de membres nouveaux venus dans l'Alliance sera déterminante pour la suite des événements. Comme a dit le secrétaire d'Etat à la Défense Koens aux nouveaux membres, ils devront convaincre le Congrès qu'ils seront pas seulement des consommateurs de sécurité mais qu'ils pourront aussi y contribuer..

D'un part la Lettonie bénéficie d'un certain appui des Etats – Unis dans le domaine de la sécurité régionale. Mais rien n'est encore sûr. Il reste ainsi très difficile d'établir un pronostic sur la politique de Président Bush sur cette question et notamment envers les Pays balte. De plus ; le soutien simultané des pays européens est lui aussi fondamental.

Bibliographie.

1. Brzezinski Z., « The Grand Chessboard. American Primacy and its Geostrategic Imperatives », Basic Books 1997,
2. Lejins A., Ozolina Z., « Small State in a Turbulent Environment : The Baltic Perspective » LAI , 1997 ,
3. NATO Office of Information and Latvian « L' information de l'OTAN »,
4. Gansels D. « Entre les peurs et les espères. Sur la sécurité des Pays baltes », La Sécurité de l'Europe, 11/1998, (« Starp bailem un ceribam. Par Baltijas valstu drosibu », Eiropas Drosiba)
5. Apinis A. « Après Madrid et Amsterdam : Les aspects de la consolidation de sécurité Baltique », l'institut de politique étrangère de Lettonie(LAI), Riga, 1998, (« Pec Madrides un Amsterdamas :Baltijas drosibas konsolidacijas aspekti »)
6. Jundzis T. « La sécurité et la défense de Lettonie », Junda, Riga, 1995, (Latvijas drosiba un aizsardziba »)
7. Buzan B. « People, States and Fear », Harvester Wheatsheaf, New York, 1992,
8. « Des problèmes de sécurité pour les petits pays » 1997, p.28-29 (« Nelielo valstu militaras problemas »)
9. Stammers G. « La politique mondiale de Lettonie : les possibilités et les difficultés », LAI, Riga, 1995, (« Latvijas pasaules politika :iespejas un ierobejojumi »)
10. Kelstrups M. « Small States and European integration », ed.I.Petersen, The Nordic Countries and the EC, 1993
11. Vayrynen R. « Constraints and opportunities in the foreign policies of small states »ed.B.Heurlin, Danmark og det International System, 1989
12. Ozolins A. « La politique mondiale de Lettonie : les possibilités et les difficultés », LAI, Riga, 1995, (« Latvijas pasaules politika :iespejas un ierobejojumi »)
13. « NATO Basic Document », NATO Information Service, Brussels
14. Usackas V., « L'OTAN et les Pays baltes. Quo Vadis ? »,LAI, Riga, 1997 (« Nato un Baltijas valstis.Quo Vadis ? »)
15. Steeven Kull, Revue de l'OTAN, 1997
16. « NATO Enlargement », Senate Foreign Relations Committee Hearings, October 9, 1997, U.S. Govt.Printing Office,1998
17. Carl Ek, NATO Expansion :Cost Issues, Congressional Research Service Report 97

18. « Administration View on the North Atlantic Treaty on Accession of Poland, Hungary, and the Czech Republic », Senate Foreign Relations Committee hearing, 1998, february 24
19. « Resolution of Ratification, in Protocols to the North Atlantic Treaty », Senat Foreign Relations Committee, 1998
20. Senator Moynihan, Senator Bingaman « Congressional Record »,1998, april 27